

6 GRAND CONSEIL

CONSEIL EXÉCUTIF Le départ de Rickenbacher et Perrenoud suscite les convoitises

Mine de rien, on fourbit ses armes

PIERRE-ALAIN BRENZIKOFER

Normalement, ils ne s'occuperont de l'élection partielle au gouvernement qu'après les élections fédérales du 18 octobre. Mais tous les partis concernés de près ou même de loin par la succession d'Andreas Rickenbacher et celle de Philippe Perrenoud, les deux ministres socialistes, ne pensent finalement qu'à ça.

D'ailleurs, les noms des papables qui circulent déjà çà et là ne sont pas que le fait de journalistes soucieux de pratiquer de la même façon que leurs confrères sportifs quand il y a lieu d'évoquer les transferts possibles!

C'est bien connu, plus on avance de noms, moins on court le risque de se tromper. Juste pour le fun, après avoir aussi parcouru la Berner Zeitung, le Bund et le Berner Oberländer, on a tenté d'en rassembler un maximum.

Que viva Evi?

Forcément, on commencera par le Parti socialiste, premier concerné dans cette intrigue. Pour remplacer l'Alémannique Rickenbacher, on parle des conseillers nationaux Evi Allemann et Matthias Aebischer, du député Adrian Wüthrich et forcément du maire de Bienne Erich Fehr. Pour ce qui est de l'après-Perrenoud, on vous avait déjà murmuré le nom du député Roberto Bernasconi, ceux du directeur



L'annonce du départ de Philippe Perrenoud ce mardi avait attiré une foule de journalistes. KEYSTONE

du Centre protestant Pierre Ammann et du patron du CIP Didier Juillerat... lequel devrait certes démissionner dans le Jura bernois. On y ajoutera ceux de l'ex-député Christophe Gagnebin et du directeur de la CEP Patrick Linder.

Roberto Bernasconi, dont on parle beaucoup, peut sans calcul briguer un poste à l'exécutif et au Conseil national. Comme il figure sur la Liste romande du PS, un autre francophone lui succéderait au National s'il devait être élu au Conseil exécutif. Amusant, non?

Dans les rangs de l'UDC, plusieurs papables sont mentionnés

pour combattre le siège alémanique du PS. On pense forcément à Peter Brand, le chef du Groupe UDC au Grand Conseil, au **maire de Thoune Raphael Lanz**, dont les spécialistes assurent que l'étoile est déjà pâissante. Mais l'UDC attaquera-t-elle les deux sièges où se contentera-t-elle de viser celui de Philippe Perrenoud? Dans ce cas de figure, en plus de Manfred Bühler, à qui la plupart des observateurs donnent les meilleures chances, il faut bien relever que le député Pierre-Alain Schnegg, président du conseil d'administration de l'Hôpital du Jura bernois SA, pourrait être l'homme providen-

tiel en cas d'élection au National du député-maire de Cortébert. Et il ne faut pas négliger Anne-Caroline Graber.

Le retour de Virginie Heyer

Et les autres partis? Au PSA et chez les radicaux, aucun nom ne circule pour l'instant. Au PBD, on parle tout à la fois du président Heinz Siegenthaler, du député Samuel Leuenberger et de Virginie Heyer, la mairesse de Perrefitte. Le PEV, lui, misera probablement tout sur Patrick Gsteiger, pendant que les Verts libéraux songent à leur conseiller national Jürg Grossen. On s'arrête là: on n'a plus de place. ●

Les scenarii du mathématicien Maxime Zuber

MOYENNE GÉOMÉTRIQUE Dans notre précédente édition, nous avions évoqué avec Maxime Zuber (PSA, Moutier) les charmes de l'élection partielle et de la moyenne géométrique. Poursuivant sur cette bonne lancée et son raisonnement, le député-maire de Moutier nous a fait parvenir hier les scenarii possibles à ses yeux.

CINQ RÉSULTATS «On aura sans doute affaire à un combat gauche-droite avec une liste socialiste comprenant un alémanique (AG) et un francophone (FG) et une liste de droite avec un alémanique (AD) et un francophone (FD). Les autres candidats, notamment

du centre, vont vraisemblablement être réduits au rang de figurants. Il y a donc 24 classements possibles pour les quatre candidats les mieux placés. Si l'on tient compte de la moyenne géométrique qui peut aller à un francophone de gauche (FG) ou de droite (FD), il y a donc 48 configurations possibles. Lesquelles, après application de la règle d'élection, se réduisent aux cinq résultats suivants pour les deux élus», analyse Maxime Zuber. Les voici:

AG+FG: deux socialistes, l'un francophone, l'autre alémanique: statu quo;

AG+FD: un socialiste alémanique avec un francophone de droite: majorité renversée;

AD+FD: deux élus de droite, l'un francophone, l'autre alémanique: triomphe de la droite;

AD+FG: un alémanique de droite avec un socialiste francophone: majorité renversée;

FD+FG: deux élus francophones, l'un de droite, l'autre de gauche: majorité renversée, mauvais coup pour les autonomistes, sauf si l'élu est des leurs!

«Tout cela sera passionnant, surtout pour le PSA, conclut Maxime Zuber. Mais si nous avons un candidat, ce ne sera pas moi.» ● **PABR**

LES BRÈVES DU RATHAUS

Tous à vos postes!

Le plénum a repoussé de justesse une motion bourgeoise demandant que le plafond des effectifs de l'administration soit soumis à l'approbation du Grand Conseil en même temps que le budget. Par contre, il a accepté l'introduction d'un état des postes à durée indéterminée pour piloter l'évolution des effectifs.

En excursion

Il n'y aura pas de session aujourd'hui, les députés étant en voyage de législation.

Stop fracking!

Le législatif a décidé de mettre un contre-projet plus contraignant à l'initiative «Stop fracking», soit une interdiction cantonale pour ce procédé. C'est pas «Fracking on heaven's door». ● **PABR**

PERMIS DE CONSTRUIRE Davantage d'efficacité, et vite!

C'est comment qu'on freine plus?

Dans une interpellation toute fraîche, Pierre-Alain Schnegg (UDC, Champoz), ici appuyé par Anne-Caroline Graber (UDC, La Neuveville), plaide en faveur de procédures plus efficaces lors du traitement des permis de construire: «Lors d'une telle demande, constate-t-il, il est important que son déroulement puisse être efficace et se concentrer sur les éléments clés.»

Or, il arrive que des services ou offices cantonaux déposent des oppositions lors de telles procédures uniquement pour des raisons de forme sans demander le moindre changement au projet. Ils communiquent aux demandeurs du permis qu'en relançant la procédure en y ajoutant une

demande de dérogation, ils accorderont leur soutien au projet, déplore l'interpellateur.

«Si, d'un point de vue formaliste et pointilleux, il n'y a certainement rien à redire à cette manière de procéder, force est toutefois de constater que ce genre de chicaneries administratives n'apporte aucune valeur ajoutée, que ce soit au canton lui-même, à sa population ou encore à l'auteur du projet», clame le politicien.

«Il semblerait donc utile, du fait que la loi encadrant ces démarches est en révision, de prévoir ce qui permettra de faire cesser une pratique inutile, mais par contre chronophage et très coûteuse au final pour le contribuable. Des exemples concrets peu-

vent être mis à disposition», jure Pierre-Alain Schnegg. Là-dessus, il demande au Conseil exécutif s'il voit une valeur ajoutée à de telles oppositions ne débouchant sur absolument aucune demande de modification du projet.

Révision imminente

«Est-il prêt à tenir compte de cette situation pour introduire dans la loi en révision ce qui est nécessaire pour faire cesser ce genre d'absurdités? Et existe-t-il une statistique des oppositions déposées par le canton? Si oui, est-elle publique?» conclut le député en demandant l'urgence, la révision de la loi concernée étant imminente. ● **PABR**

AMENDES

On nous cache tout, on nous dit rien

C'est une Anne-Caroline Graber plutôt dépitée qui a retiré sa motion relative à une communication transparente et régulière relative aux amendes infligées pour excès de vitesse. Pour mémoire, la députée UDC de La Neuveville demandait des renseignements sur le nombre annuel des excès de vitesse, celui de ceux ne dépassant pas de plus de 10 km/h la vitesse prescrite, ainsi que des précisions sur les excès faisant l'objet d'une dénonciation auprès des instances judiciaires. But? Démontre aux politiciens, pour médias et à la population la mise en place d'une politique toujours plus répressive à l'égard des automobilistes pour des raisons avant tout mercantiles.

En bref, le gouvernement se réfugiait derrière l'impossibilité de communiquer ces renseignements pour repousser la motion.

«Les arguments de l'exécutif ne ré-

sistent pas à l'analyse», a accusé hier la politicienne. Et de citer l'exemple d'un nombre précis de blaireaux abattus (3522) pour se demander si pareille statistique était plus importante que celle qui concerne les automobilistes et les radars: «A l'heure où tout le monde exige la transparence, je trouve cette situation plutôt grave. Mais, visiblement, cette opacité arrange bien le gouvernement.»

Comme quoi, la députée reviendra à la charge par le biais d'une interpellation demandant des chiffres précis. Dans le même ordre d'idée, on signalera encore que le plénum a refusé par 110 voix contre 10 une motion de l'agrarier Erich Hess demandant tout simplement de signaler régulièrement l'emplacement des radars fixes et des radars semi-mobiles.

Fallait quand même pas rêver...

● **PABR**

LOI SUR LES IMPÔTS

Les pendul(air)es à l'heure

Au terme d'une seconde lecture, le Grand Conseil a accepté une modification de la loi sur les impôts par 101 voix contre 50 (UDC, notamment) et deux abstentions. Une majorité à noter, mais pas à l'heure de la déduction jusqu'à 8000 francs. L'UDC a eu moins de chance en proposant que le contribuable puisse déduire jusqu'à 8300 fr. par enfant mineur dont il assure l'entretien.

«On déduirait pour des coûts qui n'existent pas vraiment», a estimé le PS. L'amendement a donc été refusé, tout comme celui des radicaux et de l'UDC proposant une baisse des impôts pour les entreprises, une ultime proposition repoussée de justesse, ce qui explique la mauvaise humeur de la droite lors du vote final. Ainsi va la vie parlementaire. ● **PABR**

LOI SUR LES SUBVENTIONS CANTONALES

L'égalité entre sexes, enfin

Les entreprises qui reçoivent des subventions cantonales devront garantir l'égalité salariale entre hommes et femmes. Tel est le principal enseignement de la nouvelle loi sur les subventions cantonales, acceptée hier au terme d'une seconde lecture par 147 voix sans opposition et une abstention. Quant à l'amendement relatif à cette égalité, les députés ont refusé de le biffer par 73 voix contre 68, ainsi que le réclamaient le PLR et l'UDC.

Il faut dire que la Commission des finances avait décidé de soutenir – contrairement à la première lecture – la proposition concernant la garantie de l'égalité salariale. De surcroît, les entreprises devront donc désormais remplir une déclaration spontanée. Leurs indications seront examinées et contrôlées par sondage. Si le canton constate que cette égalité n'est pas garantie, il sera en droit d'exiger que des mesures soient prises. Si ces dernières s'avèrent insuffisantes, il pourra – dans le pire des cas – réduire ou réclamer les subven-

tions allouées. La Commission des finances s'est laissée convaincre par le Conseil exécutif que la charge administrative supplémentaire resterait acceptable, tant pour l'administration que pour les entreprises. Elle a reçu l'assurance que le Bureau de l'égalité entre la femme et l'homme de la Chancellerie d'Etat n'aurait pas besoin de personnel supplémentaire pour contrôler l'égalité salariale par sondage, dans le cadre prévu.

Sur proposition du PS, le plénum avait aussi renvoyé en commission l'article sur l'obligation faite aux entreprises de publier les indemnités. La Commission des finances a finalement décidé à l'unanimité que les entreprises subventionnées par le canton devront publier les indemnités de chaque membre du conseil d'administration et de la direction. Cela concerne les entreprises dont plus de 50% des coûts globaux sont subventionnés par l'Ours et qui reçoivent plus d'un million de subventions cantonales. Le plénum a également capté ce message, hier. ● **PABR**